

Ensemble, défendons nos retraites !

Lors de la Conférence sociale du 20 juin, François Hollande a annoncé que, dans le cadre de la prochaine réforme des retraites, l'allongement de la durée de cotisation sera « *la mesure la plus juste* » face à « *cette chance formidable qu'est l'allongement de l'espérance de la vie* ». Cette voie n'est pas acceptable. Les réformes de 1993, 2003, 2007 et 2010 ont déjà réduit les droits à pensions de plus de 30 %, en aggravant les inégalités déjà fortes entre les pensions des femmes et celles des hommes. Elles doivent donc être remises en cause.

Refusons les régressions sociales

« *On vit plus vieux, il faut donc travailler plus longtemps* », tel est l'argument qu'on nous rabâche. Mais on oublie de préciser qu'augmenter la durée de cotisation, c'est en réalité programmer la baisse des pensions. Baisse immédiate pour tous ceux – chaque année plus de la moitié des nouveaux retraités – qui passent directement du chômage, ou de l'inactivité, à la retraite, et qui ne pourront jamais atteindre cette durée. Baisse à venir pour les nouvelles générations entrées plus tard dans la vie professionnelle du fait de l'allongement des études et qui connaissent déjà un chômage massif, aggravé par l'incitation faite aux seniors qui le peuvent de prolonger leur activité. On oublie aussi de rappeler que l'allongement de la durée de cotisation et la décote pénalisent plus fortement les personnes aux carrières courtes, en majorité des femmes.

L'espérance de vie augmente, mais l'espérance de vie en bonne santé, elle, diminue depuis plusieurs années. La souffrance au travail se développe, de nouvelles pathologies apparaissent. Les plus dures années au travail sont entre 60 et 65 ans. Les meilleures années de la retraite sont entre 60 et 65 ans. L'allongement de la durée de cotisation, c'est la double peine. Nous ne pouvons pas l'accepter.

L'austérité sans fin est suicidaire

Le gouvernement justifie cette nouvelle réforme par l'allongement de la durée de vie. Mais le déficit actuel ne doit rien au vieillissement de la population. Il s'explique par la récession qui se creuse en Europe, détruit des millions d'emplois et diminue les cotisations sociales induites par l'emploi. Cette récession provient essentiellement des politiques de réduction des dépenses publiques et de baisse du « *coût du travail* » menées partout en Europe par les gouvernements en accord avec la Commission.

Si, comme cela semble être le cas, le gouvernement inscrit la réforme dans le cadre de ces politiques, il ne pourra que retenir des pistes entraînant une nouvelle baisse du niveau des pensions. Ce qui diminuerait encore le pouvoir d'achat des retraités, aggraverait la récession et entraînerait une nouvelle hausse du chômage. Sans qu'au bout du compte les déficits ne soient réduits !

Il est possible de faire autrement

L'augmentation de l'espérance de vie ne date pas d'aujourd'hui. Par le passé, elle s'est accompagnée d'une diminution du temps passé au travail et d'une amélioration du niveau de vie, grâce à un partage de la richesse produite. C'est à nouveau la voie à suivre.

Pour augmenter le volume des cotisations sociales, il faut en finir avec l'austérité, relancer l'emploi par une réduction du temps de travail, une sécurisation de l'emploi, de la formation et du revenu, une augmentation des minima sociaux, une politique audacieuse d'investissement en matière sociale et écologique. Une voie supplémentaire, toujours négligée, pour répondre au besoin de financement des retraites, est la réalisation de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, à la fois par l'accroissement du taux d'activité des femmes, la suppression des inégalités salariales et la lutte contre le temps partiel subi. Il s'agit là de choix politiques de justice et de solidarité.

Il y a plus de retraité-es ? A moins de décréter leur paupérisation, il est normal de financer leurs retraites en augmentant leur part dans la richesse produite. Selon le Conseil d'orientation des retraites, il faudrait, à législation inchangée, un point de PIB supplémentaire en 2020 pour équilibrer le système de retraite alors que la part des salaires a chuté d'environ 6 points au cours des dernières décennies en faveur des dividendes.

Pour une large mobilisation citoyenne

La question des retraites pose celle de la société dans laquelle nous voulons vivre. La retraite à 60 ans par répartition n'est pas un fardeau, elle est une transmission continue et solidaire de la prise en charge d'une génération par la suivante. C'est pourquoi elle dépend aussi de l'avenir que la société sera capable d'offrir aux jeunes générations. Nous ne pouvons accepter la paupérisation programmée des futurs retraité-es, la destruction des solidarités sociales, l'idéologie absurde du « *travailler toujours plus* » dans une société productiviste et inégalitaire. Cet engrenage favorise l'extrême droite et menace à terme la démocratie. Comme en Europe du Sud et dans bien d'autres pays du monde, la société doit se mettre en mouvement. Pour y contribuer nous organiserons partout des réunions, des initiatives de rue, des ateliers d'éducation populaire et nous soutiendrons les initiatives prises par le mouvement syndical. Nous voulons un système de retraites solidaire.

Pas un trimestre de plus, pas un euro de moins !

Premiers signataires

Gérard Aschieri (président de l'institut de la FSU) - Clémentine Autain (FASE) - Ana Azaria (Femmes Egalité) - Marinette Bache (Résistance sociale) - Guillaume Etiévant (économiste) - Fatima-Ezzahra Benomar (Les Effronté-e-s) - Michel Barthélémy (CEMS-IMM CNRS) - Nicolas Belorgey (sociologue, CNRS) - Nicolas Bénéès (économiste) - Gérard Berthiot (vice-président PS de la région Champagne Ardenne) - Sophie Bérout (politiste, université Lyon 2) - Eric Beynel (secrétariat national de l'Union syndicale Solidaires) - Jean Bigot (producteur de cinéma) - Martine Billard (co-présidente du Parti de Gauche) - Bernard Bosc (Réseau Féministe Ruptures) - Jean-Jacques Boissaroussie (les Alternatifs) - Gérard Billon (CGT) - Jean Marc Canon (secrétaire général UGFF CGT) - Bernard Casen (Mémoire des luttes) - Nadine Castellani (secrétaire nationale CGT-Educ'action) - Jean-Claude Chailley (Résistance sociale) - Isabelle Charpentier (sociologue, université Versailles-Saint Quentin) - Chantal Charvy (Femmes Egalités) - Gérard Chauat (Bureau national SNCS FSU) - Philippe Corcuff (sociologue, IEP de Lyon) - Laurent Cordonnier (économiste Lille 1) - Annick Coupé (secrétariat national de l'Union syndicale Solidaires) - Pierre Cours-Salies (sociologue) - Thomas Coutrot (économiste) - Alexis Cukier (Editions La Dispute) - Isabelle De Almeida (présidente du Conseil National du PCF) - Marielle Debos (politiste, université Paris Ouest Nanterre) - Claude Debons (syndicaliste) - Bernard Defaix (Convergence de Défense des services publics) - Laure Delair (Vice Présidente de l'UNEF) - Christophe Delecourt (CGT Finances) - Karima Delli (députée européenne EuropeEcologie/Les Verts) - Monique Dental (Réseau Féministe Ruptures) - Ivan Dementhon (président de l'Union Nationale Lycéenne) - Patrick Désiré (secrétaire général de la CGT-Educ'action) - Michèle Dessenne (M'PEP porte parole national) - Jean-Michel Drevon (Etats Généraux du Service Public) - Paul Dirx (sociologue, université de Lorraine) - Denis Durand (CGT Banque de France) - Cédric Durand (économiste, université Paris 13) - Philippe Enclos (juriste, université Lille 2) - Anne Eydoux (économistes atterrés) - Anne Féray (Secrétaire Nationale de la FSU) - Gwenaëlle Ferré (CNDP) - Jacqueline Fraysse (Député des Hauts de Seine FASE-Gauche citoyenne) - Gerard Gueniffey (retraité CGT) - Jérôme Gleizes (économiste, université Paris 13) - Jean-Marie Harribey (ATTAC) - Clémence Helfter (militante d'Osez le féminisme !) - Gérard Filoche (membre du Bureau National du PS) - Daniel Gascard (Syndicat national de l'environnement - FSU) - Bertrand Geay (politiste, université de Picardie) - Guillaume Floris (Gauche Anticapitaliste) - Cyril Gispert (agrégé d'économie) - Lucas Gomez (Les Effronté-e-s) - Bernadette Groison (Secrétaire Générale de la FSU) - Elsa Hardouineau (trésorière nationale de l'Union Nationale Lycéenne) - Nordine Idir (Secrétaire général du MJCF) - Lucien Jallamion (secrétaire général de République et Socialisme) - Wandrille Jumeaux, (Secrétaire fédéral des Jeunes Écologistes) - Nicolas Jounin (sociologue, université Paris 8) - Marianne Journiac (porte-parole de République et Socialisme) - Pierre Khalifa (co-président de la Fondation Copernic) - Razmig Keucheyan (sociologue, université Paris 4) - Lucile Koch-Schlund, (Secrétaire fédérale des Jeunes Écologistes) - Michel Koebel (sociologue, université de Strasbourg) - Bernard Lacroix (politiste, Institut Universitaire de France) - Rose-Marie Lagrave (sociologue, EHESS) - Véronique Lamy (porte-parole PCOF) - Pierre Laurent (secrétaire national du PCF) - Jacques Le Bohec (professeur de sciences de la communication, Lyon 2) - Isabelle Le Roux-Meunier (CGT Banque de France) - Catherine Lebrun (secrétariat national de l'Union syndicale Solidaires) - Alain Lipietz (économiste EuropeEcologie/Les Verts) - Wenceslas Lizé (sociologue, université de Picardie) - Christian Mahieux (secrétariat national de l'Union syndicale Solidaires) - Marc Mangenot (économiste) - Jean-Claude Mamet (Convergences et Alternative) - Alain Marcu (secrétariat d'AC) - Nathalie Marcu (les Alternatifs) - Olivier Masclet (sociologue, université Paris 5) - Lilian Mathieu (sociologue CNRS) - Philippe Marlière (politiste, université de Londres) - Myriam Martin (Gauche Anticapitaliste) - Christiane Marty (Bureau de la Fondation Copernic) - Gustave Massiah (fondateur d'IPAM) - Gérard Mauger (sociologue, CNRS) - Jean-Luc Mélenchon (co-président du Parti de Gauche) - Olivier Michel (informaticien, université Paris Est) - Catherine Mills (rédactrice d'Economie et Politique) - Jean-Marie Monnier (économiste Paris 1) - Christian de Montlibert (sociologue, université de Strasbourg) - Julie Muret (porte-parole d'Osez le féminisme !) - Corinne Nativel (géographe, université Paris Est) - Toni Negri (philosophe) - Frédéric Neyrat (sociologue, université de Limoges) - Jacques Nikonoff (M'PEP porte parole national) - Martine Noël (CADAC) - Daniele Obono (Convergences et alternatives) - Alain Oriot (Editions du Croquant) - Ugo Palheta (sociologue, université Lille 3) - Roland Pfefferkorn (sociologue, université de Strasbourg) - Willy Pelletier (sociologue, université de Picardie) - Matthias Perez (secrétaire académique de la CGT Educ'action Créteil) - Jean-Marie Pernaut (IRES) - Michel Pialoux (sociologue, CNRS) - Christian Pierrel (porte-parole PCOF) - Christine Poupin (porte-parole du NPA) - Philippe Poutou (porte-parole du NPA) - Frédéric Rauch (rédacteur en chef d'Economie et Politique) - Suzy Rojzman (CNDP) - Michel Rousseau (Marches européennes contre le chômage) - Henri Sterdyniak (économistes atterrés) - Maya Surduts (CADAC) - Baptiste Talbot, (secrétaire général, fédération des services publics CGT) - Patricia Tejas (CGT Finances) - Sylvie Tissot (sociologue, université Paris8) - Christian Topalov (sociologue, CSU) - Marie-Pierre Toubhans (porte-parole de Gauche Unitaire) - Stéphanie Treillet (Convergences et alternatives) - Marcel Trillat (réalisateur) - Aurélie Trouvé (ATTAC) - Denis Turbet-Delof (secrétariat national de l'Union syndicale Solidaires) - Janine Vaux (Convergence de Défense des services publics) - Christophe Ventura (Mémoire des luttes) - Christophe Voilliot (politiste, université Paris Ouest Nanterre) - Louis Weber (responsable éditorial) - Laurent Willemez (politiste, université Versailles St Quentin) - Emmanuel Zemmour (président de l'UNEF).

Pour vous informer, signer l'appel et vous mobiliser : www.retraites2013.org